

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 10 janvier 2022

Bonne année... la santé d'abord !

En ce début d'année 2022, les bons vœux sonnent creux. Bonne année, bonne santé ? Ouais... mais dans le monde du travail, on en est à deux ans déjà de santé durement mise à mal, face à une santé florissante et provocante des profits faits sur notre dos. Deux ans avec des hôpitaux saturés et des hospitaliers au bout du rouleau à chaque nouvelle vague (déjà la cinquième !). Et la priorité de Macron et de son gouvernement est « d'emmerder » les non-vaccinés ?

Le vaccin aide à se prémunir des formes graves de la maladie et ralentit la transmission. Mais si les variants pullulent, c'est que près de la moitié de la population mondiale n'y a pas accès. Un continent entier, l'Afrique, est plus ou moins laissée à l'abandon sanitaire. Or, pas question pour Macron d'aller « emmerder jusqu'au bout » les trusts pharmaceutiques pour la levée des brevets.

Si les hôpitaux sont saturés, ce serait la faute aux 20 000 malades graves du Covid ? Mais ce gouvernement a supprimé plus de 17 000 lits depuis 2017, dans la continuité de ses prédécesseurs !

Impossible d'embaucher du personnel au pied levé selon Olivier Véran. Depuis deux ans que ça dure, il n'y aurait donc pas eu le temps ?

Vaccinés ou non, à chacun de se démerder !

La prétendue « politique sanitaire » de Macron et Véran se résume à laisser les travailleurs se débrouiller, tout en arrosant les entreprises le temps que ça passe. Les enfants sont envoyés à l'école et les parents au travail, quasiment comme si de rien n'était !

Les enseignants naviguent à vue, obligés de jongler à chaque nouveau cas. Et les parents doivent jongler entre les enfants et le boulot en enchaînant les tests, avec des queues qui n'en finissent plus devant les pharmacies et des pénuries d'autotests. Embaucher pour tester les enfants à l'école, ce serait trop demander. Nombre de classes (9 000 jeudi 6 janvier) sont obligées de fermer, sans parler des cantines scolaires. Nombre d'enseignants malades, mais le ministère promet enfin de leur fournir des masques chirurgicaux... d'ici la fin du mois. C'est surtout le manque de personnel remplaçant qui rend la situation impossible, si bien que des enseignants retraités sont appelés à la rescousse... si tant est qu'ils veuillent retourner dans cette galère !

De quoi être vaccinés... contre le capitalisme

Pendant ce temps, le gouvernement vend des avions de chasse à des dictatures et les grands groupes annoncent des bénéfices faramineux... à commencer par le laboratoire Pfizer. Galère pour les uns, luxe tapageur des autres. Qui ignore encore que Macron n'est que le président d'une poignée de super-riches, comme aspirent à le devenir Zemmour, Le Pen, Pécresse, et même les candidats prétendus de gauche ?

Chacun sait bien qui sont les responsables de cet ordre égoïste. Spéculateurs, rentiers, parasites fiers d'eux-mêmes, pendant que les travailleuses et travailleurs de tous les pays, des villes et des campagnes, fournissent les efforts, l'énergie, l'abnégation pour faire tourner toute la société.

Pour 2022, pourquoi pas une révolution ?

Aux États-Unis et en France, on a vu ces derniers mois une vague de grèves pour la hausse des salaires. À Sanofi, Enedis, Décathlon, Leroy Merlin, Auchan, Carrefour, Amazon, Arkema, la SNCF et bien d'autres, la colère éclate tant les fiches de paie font pale figure face à la hausse des bénéfices et des prix.

Défendons-nous, revendiquons une vie digne pour tous. Le 11 janvier les hospitaliers seront dans la rue. Le 13 tous les syndicats enseignants appellent à une journée d'action contre la gestion chaotique de la crise sanitaire par le ministère. Le 27, plusieurs syndicats appellent l'ensemble des salariés à la grève pour les salaires. Plus nous y serons nombreux, mieux ça vaudra.

Et ce n'est qu'un début. Nous avons les moyens d'envisager un monde meilleur. Car il faudra nous donner les moyens de décider ensemble de l'avenir de la société, arracher le pouvoir aux capitalistes. Une bonne résolution pour 2022 : tout oser pour tout avoir.

Cachez ce Covid que je ne saurais voir

La semaine dernière, la direction avouait plus de 100 cas de Covid et cas contacts absents parmi les salariés. Il n'y en a jamais eu autant ! Il y a une vague de contamination en France et que fait la direction ? Silence radio ! Elle interdit les tests à l'infirmerie aux non vaccinés, ce sont pourtant eux qui risquent le plus de complications médicales. Il faudrait plus de tests proposés pour tous, de troisièmes doses disponibles à l'infirmerie et plus de nettoyage des espaces UEP.

Vu le nombre d'absents il est encore plus indispensable de ralentir la cadence.

Travailler plus... pour ensuite travailler encore plus

La direction a annoncé son projet de suppression de dizaines de postes d'ouvriers sur toute l'usine, dont 24 par équipe au Montage. Ce qu'il faut supprimer c'est ce projet, on manque d'effectifs, ça ne nous intéresse pas d'arriver esquinés à la retraite ou même avant.

Un RG qui fait du zèle... sur notre dos

Montage, aux Portes, équipe 12, vendredi un RG a fait travailler 10 min pendant la pause (GJP), il n'y avait pourtant aucun retard, la chaîne tournait à fond depuis des heures. Ce devin, il a expliqué qu'elle pourrait peut-être s'arrêter après la pause !

Même la direction explique qu'il ne doit pas y avoir de GJP s'il n'y a pas eu d'arrêt. Alors si ce chef recommence à vouloir se faire bien voir auprès de sa hiérarchie, ce serait utile de lui montrer ce que c'est qu'un arrêt, un vrai... par débrayage.

Pour ta sécurité, repeints l'usine en rouge !

En décembre, un accident de travail s'est produit au secteur Ferrage, un collègue a chuté dans les escaliers (qui montent vers la cantine) alors qu'il tenait la rampe. Depuis, la direction a fait repeindre les marches... en rouge. Si elle fait colorier toutes les zones dangereuses, l'usine sera bientôt intégralement repeinte dans le rouge de la lutte des travailleurs !

Pour une vraie augmentation, pas une aumône

Fin janvier, pour beaucoup (mais pas tous), on va recevoir « 100 euros d'indemnité inflation » du gouvernement, c'est peu face aux prix qui montent en flèche. Macron reconnaît que les salaires sont trop bas face à l'inflation, mais il finance cette indemnité avec nos impôts ! Le problème c'est d'augmenter nos salaires. PSA fait 6 milliards en 6 mois, on pourrait l'y forcer en se mobilisant, comme ailleurs, par la grève.

Le cadeau pourri de Noël

Dernière semaine travaillée de décembre, l'équipe de nuit a fait une heure sup pour rattraper du retard, mais le lendemain il a fallu attendre plus de 2 heures avant que la production redémarre au Montage.

Commencer à 7h, ça nous va mais qu'elle arrête avec ses H+ obligatoires qui ne servent à rien.

« Emmerder jusqu'au bout » les ouvriers

La direction prend l'habitude de programmer des samedis, puis de les déprogrammer en fonction des manques de pièces et des pannes. On a même eu droit à des annulations d'annulations de séances avant les vacances. La semaine de 5 jours avec uniquement des H+ au volontariat et payés, ça nous suffirait !

« Remerciés » en français ou en anglais

Après avoir attaqué les ouvriers, la direction s'en prend maintenant aux RG, RU et moniteurs avec un projet : les moniteurs deviendraient des « team leaders » (plus de boulot d'encadrement, tout en restant sur chaîne), les RU deviendraient des « supervisors » gérant 50 salariés ou plus (le poste devrait s'appeler « superman »). Sous ces termes anglais, la direction ne cache pas son intention de réduire radicalement les effectifs. Ouvriers, techniciens, cadres il va falloir se battre contre la direction et tous ses projets.

Les bus Keolis en grève

Depuis lundi matin, l'écrasante majorité des 350 salariés des dépôts de bus Keolis d'Ecqueville et de Carrières (qui font les navettes internes à PSA Poissy) sont en grève.

Leur patron veut baisser fortement les salaires, aggraver horaires et conditions de travail, il multiplie les erreurs sur les fiches de paie. La lutte continue !

Il ne se sent plus pisser... sur l'électricité

Début décembre, Carlos Tavares s'insurgeait : « Ce qui a été décidé, c'est d'imposer à l'industrie automobile une électrification qui ajoute 50 % de coûts additionnels à un véhicule ». Pour éviter la baisse des profits, le PDG en appelle à l'État : selon lui, puisqu'on ne peut pas répercuter sur le travailleur en tant qu'acheteur, on lui fera payer sur ses impôts.

Il promet d'augmenter la productivité de 10 % par an (au lieu de « 2-3% » d'habitude), alors que 76 000 emplois ont déjà été supprimés en France en 10 ans. Plus d'exploitation et plus d'impôts... si la colère des travailleurs ne l'électrocute pas avant !

« Les fondeurs montent rencontrer les fossoyeurs »

Mercredi prochain, les salariés de la fonderie automobile SAM dans l'Aveyron viennent manifester à Paris devant le ministère de l'économie à Bercy à 13h. Ils protestent contre la fermeture de leur entreprise qui emploie 333 salariés ; depuis fin novembre ils occupent leur usine jour et nuit.

L'État laisse les donneurs d'ordre comme Renault ou PSA couler leurs sous-traitants, des donneurs d'ordre pourtant arrosés d'argent public soi-disant pour sauvegarder l'emploi. PSA et Renault restructureront leurs productions pour cracher encore plus de profits à leurs actionnaires, ce n'est pas une fatalité, si les ouvriers s'unissent dans leurs luttes.